



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

Le 08 juillet 2024,

Monsieur le Maire,

Les dispositions législatives et réglementaires du code de l'urbanisme relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme ont été modifiées par une loi du 7 décembre 2020 et son décret d'application du 13 octobre 2021¹.

Ces textes prévoient qu'une procédure de révision d'un plan local d'urbanisme (PLU) engagée après le 8 décembre 2020 est soumise, en principe, à une évaluation environnementale et, exceptionnellement, à un examen au cas par cas lorsqu'elle porte sur une ou plusieurs aires pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième du territoire couvert par le PLU, dans la limite de cinq hectares². Cette limite ne constituant pas un critère alternatif au seuil d'un millième du territoire communal mais un plafond appliqué à celui-ci.

Par courriel reçu le 27 juin 2024, vous avez transmis à l'Autorité environnementale un dossier de demande d'examen au cas par cas concernant le projet de mise en compatibilité n°1 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Trept (38) dans le cadre d'une déclaration de projet visant à permettre le « Projet Mission 2025 à Trept : réconcilier l'industrie avec la nature », porté par l'entreprise MTB, et dont la procédure a été engagée par une délibération du 4 octobre 2023.

Monsieur Eric MOREL

Maire de la commune de Trept

1, place de la Mairie

38460 Trept

maire@trept.fr

copies : Services techniques : dgs@trept.fr

et DDT 38 /SANO, ddt-sano@isere.gouv.fr

1 Ces modifications font suite à une décision n° 400420 du 19 juillet 2017 du Conseil d'État statuant au contentieux, publiée au JO du [26 juillet 2017](#). La loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique a été publiée au JO du [8 décembre 2020](#) (articles 40 et 148 IV) et son décret d'application n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles a été publié au JO du [15 octobre 2021](#).

2 Cf. article R.104-11 du code de l'urbanisme et article 148 de la loi.

Le dossier de demande d'examen au cas par cas précise que l'évolution projetée du PLU a notamment pour objet de classer plusieurs parcelles de zone naturelle (N) en zone urbaine (U), représentant une superficie totale de 1,09 ha, ce qui emporte les mêmes effets qu'une révision de PLU³, et dans le même temps de reclasser une surface de 1,04 ha de la zone U vers la zone N⁴.

La superficie du territoire de cette commune est de 15,9 km² (données [Insee](#) 2021), par conséquent un millième de ce territoire représente une superficie de 1,59 hectares.

La superficie cumulée des aires concernées par cette procédure ayant les effets d'une révision est supérieure à celle d'un millième du territoire communal, par conséquent, cette mise en compatibilité n°1 ne relève pas du champ d'application de la procédure d'examen au cas par cas mais d'une évaluation environnementale systématique⁵.

Parmi les enjeux environnementaux de ce projet d'aménagement, il est notamment recommandé d'analyser les incidences du projet :

- sur le trafic induit, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre et nuisances sonores associées à ce trafic et aux activités du site ;
- sur le paysage, en étayant l'intégration paysagère ;
- sur la biodiversité⁶, permettant de conclure sur, soit l'absence d'espèce protégée, soit, lorsqu'une autorisation dérogatoire de destruction d'individus d'espèce protégée doit être obtenue⁷, la réunion des trois conditions cumulatives requises à l'article L.411-2 du code de l'environnement.

L'évaluation environnementale de l'évolution du PLU permettra notamment d'assurer la transcription dans celui-ci des mesures prises pour remédier aux incidences potentielles du projet. Cette évaluation environnementale doit être proportionnée aux enjeux du territoire et à l'évolution projetée du plan.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleures salutations.

La présidente de la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes

Véronique WORMSER

3 2° du I de l'article [L. 153-31](#) du code de l'urbanisme.

4 Cf. formulaire de cas par cas, page 5.

5 Cf. articles [R. 104-13](#) et [R. 104-11](#) du code de l'urbanisme.

6 Au vu notamment de sa localisation à proximité de la zone Natura 2000 « Isle Crémieu », de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type I « Butte de Montbron et carrières », et de l'espace naturel sensible « Butte de Montbron ».

7 Ce qui est le cas lorsque le risque que le projet comporte pour les espèces protégées est suffisamment caractérisé, cf. CE, Avis contentieux, 9 décembre 2022, n° [463563](#), A ; CE, 17 février 2023, n° [460798](#), C.